

**Convention collective départementale**

IDCC : 965. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES ET CONNEXES  
(VAR)**

**(17 mars 1978)**

*(Bulletin officiel n° 1988-8 bis)*

(Etendue par arrêté du 29 janvier 1988,  
*Journal officiel* du 10 février 1988)

■ *Journal officiel* du 15 janvier 2010

**Arrêté du 7 janvier 2010 portant extension d'un avenant à la  
convention collective des industries métallurgiques, électriques  
et connexes du Var (n° 965)**

NOR : MTST1000572A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité  
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 29 janvier 1988 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté  
du 15 décembre 2008, portant extension de la convention collective des  
industries métallurgiques, électriques et connexes du Var du 17 mars 1978,  
mise à jour le 30 juin 1987, et des textes la complétant ou la modifiant ;

Vu l'avenant du 30 septembre 2009, relatif à la valeur du point (barème  
annexé), à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 4 décembre 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective  
(sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure  
prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés  
compris dans le champ d'application de la convention collective des indus-  
tries métallurgiques, électriques et connexes du Var du 17 mars 1978, mise à

jour le 30 juin 1987, tel qu'étendue par arrêté du 29 janvier 1988 et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de l'avenant du 30 septembre 2009, relatif à la valeur du point (barème annexé), à la convention collective susvisée.

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

## **Article 3**

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 janvier 2010.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur général du travail,*  
J.-D. COMBEXELLE

*Nota.* – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/47, disponible au centre de documentation de la direction de l'information légale et administrative, 29-31, quai Voltaire, Paris (7<sup>e</sup>), au prix de 8,20 €.